

Recherches sociographiques



L'évolution économique et sociale du Québec, 1851-1896

Jean Hamelin and Yves Roby

Volume 10, Number 2-3, 1969

Idéologies au Canada français, 1850-1900

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/055459ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/055459ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Département de sociologie, Faculté des sciences sociales, Université Laval

ISSN

0034-1282 (print)

1705-6225 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this article

Hamelin, J. & Roby, Y. (1969). L'évolution économique et sociale du Québec, 1851-1896. *Recherches sociographiques*, 10(2-3), 157-169.
<https://doi.org/10.7202/055459ar>

Article abstract

Les années 1851-1896 trouvent leur cohérence organique dans les mouvements conjoncturels et les transformations structurelles. Sur le plan conjoncturel, cette période se situe entre deux mouvements à long terme bien caractérisés: une longue période de baisse de prix (1814-1850) et une longue période de hausse de prix (1897-1929). On pourrait la découper en deux phases: un temps d'expansion (1851-1873) et un temps de contraction (1874-1896), toutes sont constituées de mouvements cycliques ponctués de crises financières. Ces mouvements conjoncturels créent des climats particuliers générateurs d'euphorie ou de pessimisme qui conditionnent la vie politique et, jusqu'à un certain point, les idéologies. Entre le contenu et le raidissement des positions idéologiques et les difficultés économiques, le lien est souvent facile à faire.

Sur le plan des structures, les années 1851-1896 constituent une période de transition. Une époque a pris fin en 1848: celle du mercantilisme commercial qui s'exprime dans les lois de navigation, les tarifs préférentiels, l'absence d'industrie secondaire. Une autre époque commence au tournant du siècle: celle de l'économie industrielle dominée par le capitalisme financier et tentaculaire, et caractérisée par la vie urbaine, le syndicalisme, la socialisation. Entre ces dates s'effectue le passage d'une économie à une autre.

Faute de données quantitatives variées et précises, il est difficile de mesurer les changements économiques. Le tableau 1 donne quelques indices globaux significatifs des orientations nouvelles. Il est plus facile de décrire les forces qui sont en train de façonner une nouvelle économie et, partant, une nouvelle société. Ce sera l'objet de cette étude.

L'ÉVOLUTION ÉCONOMIQUE ET SOCIALE DU QUÉBEC 1851-1896

Les années 1851-1896 trouvent leur cohérence organique dans les mouvements conjoncturels et les transformations structurelles. Sur le plan conjoncturel, cette période se situe entre deux mouvements à long terme bien caractérisés: une longue période de baisse de prix (1814-1850) et une longue période de hausse de prix (1897-1929). On pourrait la découper en deux phases: un temps d'expansion (1851-1873) et un temps de contraction (1874-1896), toutes sont constituées de mouvements cycliques ponctués de crises financières. Ces mouvements conjoncturels créent des climats particuliers générateurs d'euphorie ou de pessimisme qui conditionnent la vie politique et, jusqu'à un certain point, les idéologies. Entre le contenu et le raidissement des positions idéologiques et les difficultés économiques, le lien est souvent facile à faire.

Sur le plan des structures, les années 1851-1896 constituent une période de transition. Une époque a pris fin en 1848: celle du mercantilisme commercial qui s'exprime dans les lois de navigation, les tarifs préférentiels, l'absence d'industrie secondaire. Une autre époque commence au tournant du siècle: celle de l'économie industrielle dominée par le capitalisme financier et tentaculaire, et caractérisée par la vie urbaine, le syndicalisme, la socialisation. Entre ces dates s'effectue le passage d'une économie à une autre. Faut de données quantitatives variées et précises, il est difficile de mesurer les changements économiques. Le tableau 1 donne quelques indices globaux significatifs des orientations nouvelles. Il est plus facile de décrire les forces qui sont en train de façonner une nouvelle économie et, partant, une nouvelle société. Ce sera l'objet de cette étude.

PERSPECTIVES DE L'ÉCONOMIE QUÉBÉCOISE EN 1850

Durant la décennie 1840, l'Angleterre abolit le cadre colonial qui avait régi et orienté les activités économiques de ses colonies. Coup sur coup, elle abolit les tarifs préférentiels, les lois de navigation et accorde, en contrepartie, une plus grande autonomie politique à ses colonies. Délégé d'un

TABLEAU I

Aspects quantitatifs de l'évolution économique du Québec.

	1851	1871	1901
<i>Population :</i>	890,261	1,191,516	1,648,898
% de la population francophone....	75.2	78.2	80.3
% de la population rurale.....	80.0	77.2	60.3
% de la population catholique.....	84.4	85.7	86.8
Population de Montréal.....	57,715	107,225	267,730
Population de Québec.....	42,052	59,699	68,840
<i>Main-d'œuvre active (%) :</i>			
Secteur primaire.....	* 50.0	47.1	48.3
Secteur secondaire.....	* 10.0	19.2	25.2
Secteur tertiaire.....	* 40.0	33.7	26.5
<i>Production brute en \$ courant :</i>			
Pêcheries.....		1,093,000	2,174,000
Agriculture.....		* 65,000,000	86,327,158
Manufactures.....		77,205,182	158,300,000
* Évaluation			

marché extérieur protégé, le Québec n'a pas le choix: il doit s'insérer dans une économie internationale ou, à tout le moins, nord-américaine, industrialisée et concurrentielle. Les structures économiques traditionnelles éclatent. Il faut reconstruire.

Le retrait partiel du colonisateur ne signifie pas la pagaille. Le Québec possède des cadres, des structures, des ressources qui lui permettent de s'adapter à cette situation nouvelle. La bourgeoisie montréalaise a accumulé dans le commerce colonial — fourrures, bois équarri, importation et exportation — des capitaux. Elle a acquis des traditions, des techniques, des relations d'affaires. Les objectifs et le système de valeurs de cette bourgeoisie avaient dans le passé suscité maints conflits avec les classes professionnelles qui exprimaient les aspirations de la collectivité francophone. Cependant, l'échec des rébellions de 1837-38 a amené les leaders canadiens-français à accepter certains objectifs fondamentaux de la bourgeoisie montréalaise, dont la modernisation de l'économie. Alors que sonne l'heure des options fondamentales, une élite est donc en mesure d'amorcer le virage et de rallier en partie les masses populaires. La crise des années 1848-1850, marquée par l'incendie du parlement et le mouvement annexionniste, qui traduit l'inquiétude provoquée par l'incertitude du lendemain, a permis une libération de l'héritage colonial et un réaménagement des forces politiques en vue des tâches à venir.

Cette élite peut s'appuyer sur de nombreux facteurs extérieurs pour reconstruire l'économie québécoise. La métropole anglaise n'a pas fermé la porte de son marché extérieur. Qu'elle fasse passer ses intérêts avant ceux de ses colonies ne signifie pas qu'il ne saurait y avoir de points de rencontre entre les intérêts coloniaux et métropolitains. Sur le plan politique, l'Angleterre se doit de freiner la marche des États-Unis vers le nord et, partant, de favoriser la croissance de ses colonies. Ses financiers ont intérêt à investir leurs liquidités dans le Québec et ses commerçants, à y maintenir leurs marchés. Le voisin américain, à court de certaines matières premières, en quête de marché, n'est pas non plus un ennemi, mais un concurrent avec lequel nombreuses sont les possibilités d'entente. La conjoncture internationale elle-même peut être un atout. Des périodes d'expansion en Angleterre et aux États-Unis ne peuvent que profiter aux Québécois, fournisseurs de matières premières et emprunteurs de capitaux.

La situation intérieure du Québec offre aussi des possibilités. Situé le long de la voie laurentienne, le Québec occupe le centre de l'empire anglais en Amérique, c'est-à-dire une position commerciale stratégique advenant le cas d'un regroupement des colonies. Une main-d'œuvre abondante, docile, à bon marché, constitue un facteur économique non négligeable pour les entrepreneurs. Des réserves forestières illimitées, à l'âge de la construction ferroviaire intensive et de l'urbanisation, indiquent les orientations possibles de l'économie. Les verrous puissants qui jalonnent les rivières sont une source inexploitée d'énergie.

Ces possibilités sont contrecarrées cependant par de nombreux obstacles. Le marché national est petit, d'autant plus qu'une agriculture désuète et autarcique diminue les possibilités du commerce dans les campagnes. En effet, soumis à la concurrence des terres plus productives de l'Ontario et de l'ouest américain, le fermier québécois, sauf dans certaines régions favorisées par la géographie, comme Montréal et les Cantons de l'est, est presque exclu des marchés internationaux. Même sur le marché de Montréal et de Québec, il n'arrive pas toujours à concurrencer efficacement ses voisins de l'ouest et du sud. Dans ces conditions, l'industrie, en l'absence d'un marché local suffisant, peut difficilement démarrer, d'autant plus que les frais de transport sur l'Atlantique et les barrières tarifaires américaines lui interdisent l'accès des riches marchés britannique et américain. Un système scolaire inadéquat ne réussit pas à former les techniciens que nécessitent les économies modernes. L'idéologie rurale et ultramontaine que commence à véhiculer le clergé raidit la méfiance des masses paysannes et le traditionalisme des classes professionnelles. Les éléments de la révolution industrielle qui reposent sur l'alliance de la vapeur et du fer jouent contre le Québec dépourvu de charbon et doté de minerai de fer difficile à exploiter. La technologie nouvelle sape des industries anciennes, comme les chantiers de construction navale. Plus grave, le Québec est une économie dominée; une partie

de son destin échappe au contrôle des élites et demeure dans des mains étrangères.

LES TRANSFORMATIONS DE L'ÉCONOMIE

Le mot du premier ministre MacNab, *Railways is my politic*, résume l'esprit qui anime les hommes politiques et les hommes d'affaires dans la décennie 1850. La bourgeoisie montréalaise enfante alors le grandiose projet du Grand Tronc, une réalisation politico-économique dotée d'une mission nationale. Le projet du Grand Tronc exprime et résume les espoirs, les ambitions d'une génération de bourgeois pour qui l'amélioration des moyens de communication est synonyme d'économie moderne. Depuis quelques décennies, ils avaient rêvé de faire du Saint-Laurent la grande artère commerciale reliant les régions canadiennes et américaines situées à l'ouest de Montréal et la métropole britannique. Si la construction des canaux avait nourri ces espoirs, l'abolition des tarifs préférentiels par Londres leur avait porté un rude coup. Coup presque fatal selon certains hommes d'affaires qui, dans un geste de désespoir devant l'incertitude du lendemain, préconisèrent l'annexion à la république américaine. Ils mirent cependant peu de temps à se ressaisir. La nécessité de poursuivre une lutte implacable contre la bourgeoisie newyorkaise les pousse à se lancer dans l'aventure des chemins de fer. Un déblocage de la conjoncture internationale rend possible ce rêve insensé. Le Québec connaît des années trépidantes. Des investissements de l'ordre de 100 millions de dollars dans les transports et communications relancent tous les secteurs de l'économie et amorcent un premier mouvement d'industrialisation. D'autres facteurs viennent renforcer la prospérité. La guerre de Crimée élargit les possibilités du marché anglais. Le traité de réciprocité ouvre le marché américain aux produits québécois et la forte demande de bois scié par la Nouvelle-Angleterre qui s'urbanise engendre les premiers investissements américains dans le Québec.

La crise financière de 1857 marque un temps d'arrêt et coïncide avec la fin des investissements massifs dans les transports et communications. Le Grand Tronc connaît des difficultés, faute de fret et de voyageurs, la réciprocité est moins rentable que prévue, du moins pour le Québec. Les statistiques dont nous disposons, bien qu'elles ne nous permettent pas d'affirmer la chose avec exactitude, nous inclinent à penser que l'Ontario profita davantage que le Québec de l'ouverture du marché américain. La bourgeoisie découvre alors que les problèmes posés par la fin du système colonial ne sont pas résolus: le Québec a besoin d'un marché et la concurrence des marchands américains s'accroît. En effet, les Montréalais constatent qu'ils sont en train de perdre leur lutte contre New York. Déjà en 1855 un comité de la Chambre d'assemblée constate que, en dépit de la construction des canaux, le commerce du Haut-Canada, sur le lac Ontario,

a pris la direction de New York et de Boston. Or le traité de réciprocité de 1854, en favorisant un axe commercial nord-sud qui détourne les denrées de la voie laurentienne, ajoute encore aux avantages de New York. Ce n'est pas sans raison que la Confédération canadienne, depuis longtemps un projet politique qualifié d'utopique, se révèle, en 1858, un futurible intéressant. Les bourgeois montréalais abandonnent leur projet séculaire de construire une métropole continentale et caressent un nouveau rêve: faire de Montréal le centre de distribution d'un état politique qui couperait d'est en ouest le continent, de l'Atlantique au Pacifique. Ne serait-ce pas la solution au problème d'un marché national stable, générateur d'entreprises? Pendant que les politiques s'interrogent sur la viabilité de ce projet, la guerre civile américaine décuple la demande du marché américain et détourne des marchés québécois les producteurs américains. La guerre civile a un double effet sur l'économie québécoise. Elle stimule l'agriculture; pour profiter à plein de la demande, l'habitant fait de la terre neuve, diversifie sa production et introduit la mécanisation. Les entrepreneurs profitent de l'absence du rival américain sur les marchés québécois pour lancer de nouvelles industries: le textile, le cuir, la chaussure, la confection. Déjà une concentration industrielle se dessine le long du canal Lachine.

La Confédération canadienne, qui est une réponse politico-économique au problème du marché que la fin du système mercantiliste a posé, coïncide en gros avec la fermeture du marché américain aux produits canadiens (1866). Plus que jamais le destin de l'économie québécoise est lié à celui de l'ensemble des colonies anglaises. La Confédération, en réunissant en un vaste *Zollverein* les colonies anglaises de l'Amérique du Nord, crée un marché national dont le Québec va bénéficier. Il est indéniable que sans le marché canadien de nombreuses industries québécoises, dont celles du textile et de la chaussure, n'auraient pu naître ou à tout le moins prospérer. Les déclarations enthousiastes de nombreux entrepreneurs québécois ne laissent aucun doute à ce sujet.

La Confédération ne supprime pas cependant les influences de la géographie nord-américaine. En fait, à partir de 1867, l'économie québécoise subit l'influence de deux plans de développement économique: le canadien et l'américain. Les deux ont les mêmes traits: barrière douanière élevée, immigration intensive, chemin de fer, mise en valeur de l'ouest, spécialisation régionale. La proximité géographique fera que le plan qui progressera le plus vite entravera les progrès de l'autre.

La crise de 1874-1878, qui amorce la longue dépression du dernier quart du XIX^e siècle, a un impact différent sur les deux plans de développement économique. La baisse des prix frappe plus durement le Canada que les États-Unis. Grâce à leurs ressources naturelles, à la technologie nouvelle, à la concentration financière, au volume de leur marché national, les Américains réussissent à abaisser les coûts de production au fur et à mesure

que les prix baissent et, partant, à sauvegarder leurs bénéfices. En dépit de la baisse des prix, la croissance économique américaine s'accroît, prenant appui sur la spécialisation régionale. Ainsi le développement spectaculaire de l'ouest américain et l'industrialisation rapide de la Nouvelle-Angleterre exercent de fortes pressions sur le Québec. Plus de 500,000 Canadiens français émigrent aux États-Unis: quelques dizaines de milliers s'en vont dans l'ouest américain s'embaucher comme agriculteurs, mineurs ou bûcherons; la grande majorité, attirés par les promesses d'une vie meilleure, gagnent les briqueteries et les manufactures de textile de la Nouvelle-Angleterre et des états de l'Atlantique moyen.

Le Canada dont le marché national est plus limité que le marché américain ressent vivement les contrecoups de la baisse des prix en Europe. La mise en valeur de l'ouest canadien marque le pas, même si le CPR est ouvert en 1885. Les millions d'immigrants attendus n'arrivent pas. Cependant, le développement agricole de l'ouest canadien est suffisamment important pour influencer le Québec qui doit délaissier la culture du blé, reviser l'orientation de son agriculture et songer à créer des industries qui vont œuvrer pour le marché national.

La politique nationale (tarif 1879) favorise l'industrialisation du Québec, notamment de Montréal, en dépit d'une conjoncture difficile. Le tarif de 1879, en augmentant les droits d'entrée sur les objets de luxe, ouvrés et semi-ouvrés, stimule le secteur secondaire. Le *dumping* américain durant la crise 1876-1879 avait conduit à la ruine nombre d'entreprises canadiennes et découragé les entrepreneurs. La politique tarifaire de 1879, qui est l'aboutissement d'une prise de conscience nationale commencée dans les années 1850, permet la naissance de plusieurs industries. Dès 1882, les cimenteries de Hull et d'Hochelaga ont éliminé du marché québécois les ciments américains. Des Américains établissent dans le Québec des succursales pour contourner le tarif, notamment des fabriques spécialisées dans la parfumerie et les produits pharmaceutiques. Par ailleurs, le tarif sauve plusieurs industries d'une faillite certaine. Les ateliers des grandes compagnies de transport engendrent l'industrie lourde. Montréal, grâce à son port océanique, devient l'emporium du Canada. Surtout, les entrepreneurs, profitant à plein d'une main-d'œuvre à bon marché, développent à l'abri du tarif des industries légères (textiles, chaussures) fondées sur une forte intensité de main-d'œuvre et travaillent pour le marché canadien.

Les facteurs qui favorisent la naissance du secteur secondaire exercent aussi une influence déterminante sur l'agriculture après 1867. Le non-renouvellement du traité de réciprocité en 1866 accentue la concurrence des produits agricoles canadiens sur le marché québécois. En effet, dans les années 1870, les agriculteurs ontariens sont en quête de débouchés. Ils augmentent leurs exportations vers Montréal, au moment où les fermiers du Manitoba commencent la culture extensive des céréales. Les producteurs

canadiens se disputent les marchés du Québec avec d'autant plus d'âpreté que la crise internationale de 1873-1879 enraye les mécanismes d'échange entre le Canada et l'Angleterre. Vue dans cette perspective, la crise de 1873-1879 prend un caractère dramatique. Le cultivateur du Québec, qui ne peut concurrencer le producteur de l'ouest canadien, n'a qu'une alternative: abandonner sa terre ou accélérer la transformation de son exploitation.

Le choix est difficile. Nombreux sont ceux qui partent vers les paradis de la Nouvelle-Angleterre. À ceux qui restent, les agronomes, avec une certaine hésitation, conseillent de se spécialiser dans l'industrie de la betterave à sucre, dans l'élevage des animaux de boucherie ou dans l'industrie laitière. Après quelques années de tâtonnements, les besoins de l'Angleterre en beurre et en fromage incitent le cultivateur à s'orienter vers l'industrie laitière. Les progrès extrêmement rapides de cette industrie transforment le visage des paroisses québécoises. La spécialisation agricole qui procure des espèces sonnantes aux fermiers ouvre le monde rural aux industries des villes et, partant, engendre des industries locales. En effet, le fermier préfère dorénavant acheter à la ville ou au village ce qu'autrefois il fabriquait sur la ferme. Les petites boutiques et les magasins généraux se multiplient dans toutes les paroisses. Le développement des moyens de transport permet aux industries de transformation œuvrant pour le marché local de se regrouper dans des centres manufacturiers. La spécialisation agricole engendre aussi l'utilisation des instruments aratoires qui libère un pourcentage élevé de la main-d'œuvre rurale. D'où deux types d'émigration: dans les régions dynamiques, comme le Richelieu, la machine est facteur d'émigration et dans les régions où la routine persiste, les mauvaises récoltes sont l'élément moteur de l'émigration.

Le surplus des populations rurales s'oriente dans différentes directions. Des ruraux vont s'établir dans les villes du Québec. Cependant le faible rythme de croissance économique permet aux villes de n'absorber qu'une minime partie des émigrants ruraux.

Un plus grand nombre de ruraux choisissent de s'établir sur des terres neuves dans des régions dites de colonisation. Le mouvement de colonisation, un des phénomènes majeurs de la seconde moitié du XIX^e siècle, débute dans les années 1840. Les colons des paroisses en bordure du fleuve se déversent dans les Cantons de l'Est, les Beaucerons continuent de remonter la Chaudière et occupent les comtés de Beauce et de Dorchester. Cette progression en tache d'huile sur la rive sud du fleuve marche de pair avec la mise en valeur du rebord des Laurentides sur la rive nord. Durant les années 1840, on ouvre le Saguenay à la colonisation, et la Mauricie durant la décennie suivante. Saint-Jérôme devient le centre du développement des Laurentides au nord-ouest de la plaine de Montréal au début des années 1870. Le mémoire du père Paradis décrivant en 1883 les richesses de la cuvette du Témiscamingue amorce le peuplement de cette région. Ce courant migra-

toire, dirigé par les prêtres-colonisateurs, est freiné par la mauvaise qualité des sols, les difficultés des communications et surtout l'absence de marché. Le colon rencontre le même obstacle que le cultivateur: la concurrence de l'ouest. La colonisation réussit le mieux dans les régions où les chantiers constituent un marché pour les produits agricoles et la main-d'œuvre.

D'autres ruraux, désireux d'améliorer leur niveau de vie, gagnent l'Ontario ou les Prairies. La majeure partie des émigrants cependant, plus de 500,000, se dirigent vers les États-Unis. Thomas Saint-Pierre, un observateur averti, écrit:

« Les plus fortunés allaient prendre des terres nouvelles dans les prairies de l'Illinois, de l'Ohio et du Minnesota; la jeunesse vigoureuse allait travailler dans les forêts et les scieries du Maine, du Michigan et du Wisconsin; les pères de famille les moins fortunés venaient demander du pain aux manufactures de New York et de la Nouvelle-Angleterre ».¹

Pendant que la conjoncture économique, les impératifs géographiques et la politique nationale déterminent les transformations structurelles de l'économie québécoise, des conditions nouvelles apparaissent qui préparent le grand jeu du xx^e siècle. En premier lieu, le géant américain commence à lorgner les ressources naturelles québécoises. La demande de bois scié dans les années 1850, de cuivre dans les années 1860, de fer dans les années 1870, d'amiante et de pâte dans les années 1880 préfigurent la satellisation du Québec au xx^e. En second lieu, les éléments de la deuxième révolution industrielle apparaissent dans les années 1880 avec l'utilisation de l'électricité. Cette révolution énergétique jointe à la demande américaine lancera à la fin du xix^e siècle le Québec dans une prospérité sans précédent et accélérera la mutation de son économie.

ÉCONOMIE ET SOCIÉTÉ

Les transformations des structures économiques se répercutent sur le plan social. La zone occupée s'agrandit beaucoup durant la période 1851-1901: le lac Saint-Jean, le nord de Montréal, le Témiscamingue, l'arrière-pays du Bas-du-Feuve, sont occupés; des régions peu peuplées, comme l'Outaouais, les Cantons de l'est, la Gaspésie accroissent leurs effectifs démographiques. Par contre, dans certaines régions, celle de Montréal et celle de Québec, les comtés ruraux se dépeuplent. Ainsi le monde agricole perd relativement de son importance: la population urbaine passe d'environ 20% à 40% de 1851 à 1901. L'équilibre démographique est définitivement rompu en faveur de la région montréalaise qui draine une partie des populations rurales. La région de Québec marque le pas.

¹ Thomas SAINT-PIERRE, « Origines de l'immigration », H.-J.-J.-B. CHOUINARD, *Annales de la Société Saint-Jean-Baptiste de Québec*, IV, 1902, p. 442.

Les mécanismes démographiques traditionnels subissent les contre-coups des changements structurels. Partie à cause des difficultés que connaît le monde rural, partie à cause de l'urbanisation, le taux brut de natalité diminue de 48.4% à 37.5%. Les taux de naissance physiologiques ne se rencontrent plus que dans quelques régions traditionnelles: durant la période 1893-99, ils sont de soixante pour cent dans Yamaska, de cinquante pour cent dans la Beauce et de cinquante et un à cinquante sept pour cent dans Terrebonne. Le déclin sensible de la nuptialité reflète moins les mauvaises récoltes que les cycles de l'activité économique. Le taux de décès demeure élevé, moins cependant à cause des mauvaises récoltes qu'à cause de l'absence d'hygiène et des conditions de vie effroyables dans Montréal. Le déclin de l'accroissement naturel de la population coïncide avec des mouvements migratoires sans précédent dans l'histoire québécoise, qui tirent leur origine des conditions économiques existantes à l'époque. L'impuissance des élites à juguler cet exode a profondément marqué le climat politique et idéologique du dernier tiers du XIX^e siècle.

La stratification sociale se modifie. Le prolétariat agricole du monde rural, trait fondamental des vieilles paroisses rurales depuis la fin du XVIII^e siècle, s'effrite. Les disparités régionales des niveaux de vie à l'échelle du continent, les hauts salaires des manufactures, la terre neuve, la spécialisation agricole, la mécanisation des fermes ont attiré ou refoulé vers les villes, les régions de colonisation ou les États-Unis cette main-d'œuvre inoccupée. Une égalité économique-sociale s'installe dans le monde rural. On y rencontre trois types: l'habitant, le villageois, le colon.

L'habitant possède une terre de cent arpents en moyenne. Il pratique la culture mixte, s'adonne à l'industrie laitière. Les revenus qu'il tire de la vente de son lait, de son foin ou de son avoine lui permettent de troquer l'étoffe du pays pour les toiles manufacturées, de se procurer les produits exotiques: mélasse, sucre, thé. Plusieurs sociétés l'encadrent — cercle agricole, société d'agriculture, société d'industrie laitière — qui s'efforcent de le sortir de sa routine séculaire et de l'initier aux techniques agricoles modernes. Ce tableau n'est pas entièrement conforme à la réalité. Les habitants de la plaine de Montréal et des Cantons de l'Est, à cause de la nature du sol et de la proximité des marchés urbain et américain, sont plus prospères et dynamiques que ceux de la région de Québec. Par ailleurs ceux-ci sont moins réfractaires à l'appel du marché et à l'enseignement des agronomes que ceux du Bas-du-Fleuve. Il convient de noter qu'en dépit des progrès marqués, parfois spectaculaires, de l'agriculture québécoise la mentalité de l'habitant n'a pas évolué au même rythme. Il est toujours aussi réceptif aux idées conservatrices prêchées par les élites.

Le colon n'est pas un type nouveau. Il existe depuis l'origine du pays. Si intense cependant est le mouvement de colonisation entre 1850-1896 que par leur nombre les colons forment une couche sociale distincte de celle

de l'habitant. La plupart sont des fils d'habitant qui ont laissé leur paroisse, des habitants qui ont fait faillite sur leur terre. Ils se distinguent de l'habitant par leur maison en bois rond, leur équipement rudimentaire, leur attachement à la culture du blé et du sarrazin, l'autarcie de leur exploitation. La plupart durant la saison morte gagnent dans les centres d'abattage ou les scieries des revenus d'appoint. Le colon a une mentalité qui lui est propre. Pendant les premières années le corps à corps avec la nature laisse des traces: il rétrécit la vision du monde, chambarde le système de valeurs, réintroduit dans la vie quotidienne la présence du grand manitou. Les charismes qu'on attribue aux prêtres et aux religieuses, les superstitions qui imprègnent la pratique religieuse, les présages que l'on tire des événements fortuits, l'exaltation de la force et de l'adresse physique sont autant d'indices qui nous permettent de brosser un tableau de l'univers mental du colon.

Les villageois sont en général des rentiers, des professionnels, des commerçants, des artisans, des journaliers. La spécialisation agricole a stimulé la croissance des villages, qui sont le centre des échanges paroissiaux. Les villages grossissent en proportion de l'industrie laitière, qui sape l'autarcie des exploitations agricoles.

L'industrialisation a donné naissance au prolétariat ouvrier. Dans certaines industries la machine a commencé à détruire l'équilibre traditionnel et à modifier les conditions de travail. L'artisan qui entre dans une usine perd sa liberté et sa fierté d'être le patron et de produire une œuvre bien à lui. Il accomplit un travail fastidieux, est soumis à des heures de travail longues et pénibles pour un salaire minime. Le *sweating system* qui maintient l'ouvrier au minimum physiologique est souvent la règle dans certaines industries. Quand surgissent les saisons mortes et les crises économiques qui réduisent des milliers d'ouvriers au chômage, la situation devient désespérée. L'émergence de cette nouvelle classe sociale ne semble pas avoir été perçue comme un phénomène important. La grande enquête sur les relations du capital et du travail en 1887 pourrait signifier la prise de conscience par les élites d'un problème ouvrier. Les premiers conflits ouvriers apparaissent dans les secteurs reliés au transport et à l'équipement, puis dans les industries légères: le cuir dans les années 1860, le textile dans les années 1880. Les grèves sont toujours des affrontements difficiles. Face aux patrons qui recourent aux briseurs de grève, à la coalition, aux listes noires, face à une législation ouvrière démodée, les ouvriers n'ont le plus souvent que la violence comme défense. L'État intervient peu et limite ses interventions à réglementer le travail des femmes et des enfants, les conditions hygiéniques. Comme dans l'Angleterre de la première moitié du XIX^e siècle, le libéralisme économique régit le taux des salaires, les heures de travail, les relations patrons-ouvriers.

Des types sociaux apparaissent pour la première fois. Le missionnaire colonisateur est à ce XIX^e siècle finissant ce qu'est le coureur de bois à la

Nouvelle-France. Il incarne en quelque façon les valeurs et l'idéal de la collectivité francophone. Porte-parole de l'agriculteurisme, le prêtre colonisateur est à la fois pasteur, agronome et entrepreneur. L'histoire a retenu quelques noms de ces pionniers: le curé Labelle dans le nord de Saint-Jérôme et le curé Hébert dans la région du Saguenay sont des figures légendaires. Des dizaines d'autres ont laissé leur marque. Le commis voyageur est une autre figure pittoresque qui naît dans les années 1850. Comme le missionnaire colonisateur, il incarne un système de valeurs: celui du monde anglophone. Il est l'intermédiaire entre le grossiste et le marchand de campagne. Missionnaire colonisateur et commis voyageur, deux figures qui sont le produit de deux cultures qui cohabitent dans le Québec.

Les transformations dans les strates sociales inférieures n'ont pas modifié la configuration traditionnelle de la pyramide sociale. L'élite traditionnelle où se retrouvent les clercs, les professionnels, la bourgeoisie, garde son emprise sur la masse. Les clercs et la bourgeoisie ont cependant accentué leur emprise au détriment des classes professionnelles. Le clergé, qui a crû en nombre et en qualité, a consolidé son emprise grâce à l'idéologie ultramontaine, à Vatican I, et à un encadrement plus serré des groupes sociaux. La bourgeoisie montréalaise, qui a décuplé ses activités, domine le parlement québécois et contrôle le parlement fédéral. Les professionnels, sortes d'agents socio-politiques entre le peuple et le pouvoir, gravitent à l'entour du clergé et de la bourgeoisie.

Où en sont les deux sociétés dont Durham avait esquissé le visage dans son rapport de 1839? Contrairement à ce qu'il avait prévu, les deux coexistent encore. Mais le rapport de leurs forces semble s'être détérioré au bénéfice de la société anglophone. Que l'élite canadienne-française ait tenté un vigoureux coup de barre est indiscutable. Que des progrès marquants aient été accomplis, là aussi c'est une évidence. L'abolition du régime seigneurial, le système municipal, l'amélioration des sols, la spécialisation agricole, l'établissement d'un système d'écoles primaires, et combien d'autres réalisations sont nées qui marquent une volonté de modernisation et d'adaptation. Par contre la société anglophone avait une avance telle qu'elle progresse selon un rythme géométrique, alors que la société francophone procède par bond arithmétique. Pour un millionnaire canadien-français, paraissent 20 millionnaires anglophones. Point ou peu de Canadiens français dans les barons du bois, les barons du chemin de fer, les barons de la finance. Point ou peu de Canadiens français au niveau des cadres intermédiaires, celui de la gestion des entreprises, ingénieur, contre-maître. Le *Montreal Herald*, le 1^{er} avril 1899, souligne l'écart qui sépare les deux sociétés :

« In the city of Montréal, for example, where the two races can be compared most equitably, it is well known that, man for man, the average income of the French-Canadian is perhaps not one-fourth that of his British neighbour. »

Plus grave est l'écart psychologique et mental qui sépare les deux « solitudes ». Si les revenus plus élevés des anglophones révèlent une adaptation de la société anglophone à l'évolution des structures économiques, les revenus inférieurs de la société francophone attestent un décalage entre l'économique et le social, le social et le mental, c'est-à-dire une inadaptation profonde aux situations nouvelles. Le phénomène n'est pas nouveau, mais il a pris de l'ampleur. Même si l'écart entre la croissance du secteur secondaire et celle du secteur primaire tient pour une part au faible rendement de l'agriculture, il reste que le type et le rythme d'industrialisation que connaît le Québec durant les années 1851-1901 ne commandent pas une urbanisation massive des ruraux. Les fabriques de beurre et de fromage, les scieries, les manufactures de confection bâties sur le *sweating system* utilisent une main-d'œuvre rurale qui demeure dans son cadre de vie traditionnel. La preuve en est que la croissance du secteur secondaire, bien qu'impressionnante en bien des aspects, est trop lente pour absorber une partie du surplus démographique des campagnes.

L'urbanisation a peu touché la société québécoise. Les élites canadiennes-françaises, plus impressionnées par l'émigration aux États-Unis, la croissance des milieux urbains, les valeurs véhiculées par le monde moderne que par l'évolution irréversible des structures économiques, n'ont pas vu sans crainte s'effondrer l'ordre traditionnel et se dessiner un ordre nouveau qui sapait leur emprise. Autant par crainte de l'inconnu, par ignorance que par souci de conserver leurs intérêts, les élites se sont accrochées au modèle de la chrétienté rurale en terre laurentienne. Influencées par les courants de pensée ultramontains et agriculturistes d'Europe, elles ont, les yeux fixés sur Rome et non sur la réalité québécoise, raidi leurs positions idéologiques et fait passer leurs mythes par l'école, le prône, le confessionnal, la presse. Le retard du social sur l'économique contribue à accentuer le retard du mental sur l'économique.

Le destin des entrepreneurs canadiens-français au XIX^e siècle constitue une preuve frappante que l'évolution psychologique du Canada français suit une trajectoire opposée à son évolution économique. Il n'est pas étonnant que les entrepreneurs canadiens-français soient dans une situation d'infériorité par rapport à leurs collègues anglophones. La plupart, en effet, sont prisonniers d'un ghetto culturel naturel: ils n'ont pas dans les autres régions du Canada, en Grande-Bretagne et aux États-Unis de partenaires qui les renseignent sur la situation des marchés, les introduisent dans les circuits de la finance internationale. En tant que groupe, ces entrepreneurs ne peuvent s'appuyer sur les capitaux et les techniques des pays anglo-saxons. Mais il y a plus. Le ghetto culturel a consolidé des structures sociales répulsives aux entrepreneurs. Il est évident qu'ils ne peuvent s'arc-bouter sur leur milieu. La lecture des journaux de l'époque illustre bien cette situation. Tandis que le *Montreal Herald* et le *Montreal Gazette* ne

cessent de valoriser l'esprit d'entreprise et les entrepreneurs, les journaux canadiens-français font l'éloge du colon, de la vie frugale et austère des ancêtres. Étrangers dans une société axée sur l'au-delà, les entrepreneurs canadiens-français sont étouffés par leur milieu qui lésine sur le prestige et leur impose un système de valeurs qui les entrave : leur milieu circonscrit leur destin aux confins du marché local.

Quand la révolution industrielle au début du xx^e siècle broyera en quelques années les structures sociales, le retard accusé des mentalités sera-t-il un frein qui empêchera la collectivité canadienne-française de s'adapter aux conditions de la vie urbaine et d'assumer son destin ?

Jean HAMELIN,
Yves ROBY

*Institut d'histoire,
Université Laval.*